

Non, la Turquie n'est pas européenne.

La frontière orientale de l'Europe et la frontière occidentale de la Turquie.

Article de **Alain Besançon**

Publié dans **Le Figaro** du 25 novembre 2002

Pour répondre à la Turquie qui frappe à la porte de l'Union européenne avec insistance, le Président Giscard d'Estaing, dans une déclaration nette et négative, a invoqué l'argument de la géographie. Je voudrais ajouter l'argument de l'histoire.

L'Europe se définit par une addition cumulative d'expériences historiques. L'Europe occidentale les a toutes connues : ce sont, dans l'ordre chronologique, l'héritage romain, la conversion à la version latine et romaine du christianisme, les grandes innovations médiévales (la hiérarchie féodale, les ordres religieux défricheurs et savants, l'université) puis la Renaissance, la Réforme, la Contre Réforme, puis encore les Lumières et le romantisme. Il faut ajouter à ces événements créateurs, d'autres événements destructeurs et malheureux, guerres, persécutions, oppressions variées, mais qui ont été aussi vécus en commun et forment le tissu et la mémoire de l'Europe. Plus à l'est, dans les marges orientales, certaines de ces expériences ont été manquées, où se sont imprimées de manière plus tardive, plus pâle, plus superficielle.

C'est pourquoi, selon que l'on prenne pour critère la totalité des expériences, où seulement les dernières en dates, la délimitation de la frontière orientale de l'Europe peut varier. Toutes les expériences ? Alors elle pourrait bien être dessinée par la ligne qui joint les dernières églises gothiques. Elles passeraient à l'orient de la Finlande des pays baltes, de la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie. Quelques une seulement ? La Russie, la Roumanie, la Bulgarie, les pays yougoslaves, la Grèce peuvent répondre qu'elles ont reçu, par le droit, une partie de l'héritage romain, la religion chrétienne entière dans sa version orientale, qu'elles ont fait bon accueil aux Lumières, que le romantisme a baigné leur littérature et qu'elles ont donc des titres anciens à rejoindre l'ensemble européen.

Qu'en est-il maintenant de la Turquie ? Elle aussi se constitue par une série de grandes expériences, souvent glorieuses, quelques fois moins. Le fait est qu'elles n'ont rien de commun avec celles de l'Europe.

Les peuples turcs dont le mode de vie était nomade, pastoral et guerrier, sont arrivés par migration vers l'an 1000 dans les frontières de l'empire arabe. Ils en ont pris peu à peu le contrôle et la direction, se convertissant à l'islam mais en conservant leur langue et certaines coutumes qui leur venaient de leur lieu d'origine, « l'Empire des Steppes », cette vaste zone fluctuante de l'Asie centrale et septentrionale.

Leur période glorieuse et, pour ainsi dire classique, est la conquête de l'empire byzantin, qui s'étend de l'écrasante victoire de Manzikert, en 1071, jusqu'à la chute de Constantinople en 1453, la péninsule des Balkans étant déjà tombée en leur pouvoir. On ne peut dire qu'ils en soient les héritiers. En effet, le cœur de l'empire byzantin, l'Anatolie, Constantinople (devenue Istamboul) et ses environs, fut rapidement turquisé, par la langue, la religion, les mœurs, le droit, l'organisation politique. Sa périphérie balkanique fut simplement soumise à une rude et efficace domination. Laquelle est responsable en partie du retard de cette zone par rapport à l'évolution du reste de l'Europe.

Cependant, pendant tout le XVI^e et une partie du XVII^e siècle, la force d'expansion du jeune empire ottoman fut, pour l'Europe occidentale une source d'inquiétude et très souvent de terreur. Il suffit de mentionner les deux coups d'arrêts décisifs, où la fortune des armes fut hésitante, de la bataille navale de Lépante en 1571, qui dégaugea la méditerranée occidentale, et de la levée du siège de Vienne en 1683.

De ce moment date le reflux. L'empire ottoman opposa une résistance opiniâtre à la reconquête menée par l'Autriche Hongrie et aux conquêtes du jeune empire russe. Malgré son incapacité à se réformer, sa valeur militaire restait grande. Son habile diplomatie sut à diverses reprises mettre dans son camp la France, puis l'Angleterre, enfin l'Allemagne. Cette dernière alliance ne lui porta pas chance.

Complètement vaincu en 1918, l'empire ottoman se volatilisa. Mais son cœur turc opéra alors une révolution. Le modèle que voulut adopter Mustapha Kemal Atatürk était l'Etat national, dernier produit de l'Europe du XIX^e siècle, particulièrement sous sa forme française et jacobine – cependant adapté à l'esprit turc. Depuis ce moment, sous la surveillance de son armée, la Turquie s'aligna comme elle put, avec des hauts et des bas, sur le modèle de l'Etat national, unitaire, laïque, rationnel et récemment, en raison de sa volonté de s'unir définitivement à l'Europe, conforme aux « droits de l'homme ». Mais cela ne fait pas de la Turquie une nation européenne. Gardant précieusement les bases de sa propre civilisation, elle n'a pris à celles de l'Europe que les instruments relativement superficiels que sont les institutions étatiques et, pour une part juridiques. Cela ne peut remplacer le poids des

expériences civilisatrices successives européennes qu'elle ne pouvait connaître puisqu'elle en avait de toutes différentes.

On avance que l'Europe ne doit pas devenir un « club chrétien ». Elle ne l'est plus depuis longtemps, mais elle doit se souvenir qu'elle l'a été puisque cela fait partie de son histoire. Quant à la Turquie, qui a été longtemps un pays de religions multiples, elle ne l'est plus du tout. Les Juifs en sont partis, les chrétiens orthodoxes et latins en ont été expulsés (il en reste quelques milliers au lieu de quelques millions en 1913) et les Arméniens massacrés. L'entrée dans la Turquie en Europe ne serait pas celle d'un pays divers, à l'image de l'Europe, mais d'un bloc religieux plus homogène peut-être qu'aucun pays européen d'aujourd'hui.

Ce que je viens d'exposer ne part d'un jugement de valeur, mais d'un jugement de fait. Il ne contient, je pense, rien d'offensant pour les Turcs, certes un grand peuple et un acteur majeur de l'histoire universelle. Tous les Européens doivent se souvenir de ce qu'ils doivent à la Turquie dans la longue période de guerre froide où ils durent résister, avec son aide indéfectible, à l'emprise du soviétisme. Il est juste qu'ils l'aident à leur tour à se constituer une place éminente et partenaire dans l'ensemble du monde d'aujourd'hui. Mais en la recevant chez eux et en courant les risques d'un mélange de civilisations profondément différentes, ils ne rendraient service ni à eux-mêmes ni au peuple turc. Ce serait donc une erreur politique grave.